



2^E NUMÉRO SPÉCIAL COURSE AU RECTORAT

Les candidat.e.s au rectorat répondent aux questions du SPUQ

// LE COMITÉ EXÉCUTIF

Mars
2023

N^o.
320

50
50 ANS
DE LUTTES
SYNDICALES
UNIVERSITAIRES

Nous voici lancés dans la période de consultation institutionnelle du second tour de la course au rectorat qui, cette fois, opposera les candidatures de François Audet, professeur au Département de management, de Lisa Baillargeon, professeure au Département des sciences comptables, et de Stéphane Pallage, ancien doyen de l'École des sciences de la gestion et ancien recteur de l'Université du Luxembourg.

Les courses au rectorat sont certes l'occasion de mieux connaître les personnes qui aspirent à diriger notre université, mais elles constituent surtout un moment privilégié pour débattre des grands enjeux auxquels la communauté universitaire est confrontée et pour réfléchir à ce que nous souhaitons pour l'avenir de l'UQAM. En principe, les courses offrent donc la possibilité de définir les contours d'un projet collectif dont la prochaine rectrice, le prochain recteur se fera le défenseur. C'est du moins de cette manière que le Comité exécutif du SPUQ aborde cet exercice.

Après avoir réuni, dans le dernier numéro du SPUQ-Info, des textes de collègues présentant des propositions et des rêves pour l'UQAM des

prochaines années, nous publions, comme nous en avons pris l'habitude lors des précédentes courses, les réponses des candidat.e.s à quatre (4) questions qui visent justement à mieux cerner la manière dont ils et elles envisagent le futur de l'université.

Comme ces questions ne couvrent pas l'ensemble des préoccupations dont nous ont fait part les collègues depuis le début de la course au rectorat à l'automne 2022, les candidat.e.s pourront aussi répondre à vos interrogations à l'occasion d'un débat qui aura lieu le vendredi 24 mars 2023, de 12 h à 13 h au R-M130.

D'ici-là, bonne lecture !

Sommaire

<i>Les candidat.e.s au rectorat répondent aux questions du SPUQ</i>	
Le Comité exécutif	1
<i>Course au rectorat : questions pour les candidat.e.s</i>	
Le Comité exécutif	3
<i>Réponses de Monsieur Audet</i>	
François Audet	4
<i>Réponses de Madame Baillargeon</i>	
Lisa Baillargeon	8
<i>Réponses de Monsieur Pallage</i>	
Stéphane Pallage	12

**SCRUTIN POUR
LE RECTORAT
DU 23 AU 30 MARS**



50
AN DE LUTTES
SYNDICALES
UNIVERSITAIRES

**LE RACISME
SYSTÉMIQUE
EN MILIEU
UNIVERSITAIRE**

Organisé par le Comité du SPUQ de lutte contre le racisme

MARDI 21 MARS
Pavillon Judith-Jasmin (J-1045)
de 10 h à 12 h

avec les interventions de
Edward Ou Jin Lee
Gina Thésée
Myriame Martineau
Victor Armony
et **Vincent Romani**

spuq Syndicat des professeurs et professeurs
de l'Université du Québec à Montréal

spuq.umq.ca

PRO
CHA
INS

EVE
NEW
ENTS

50
AN DE LUTTES
SYNDICALES
UNIVERSITAIRES

**COURSE AU
RECTORAT**

*Débat entre les candidat.e.s au rectorat
et rencontre avec le corps professoral*

VENDREDI 24 MARS
Pavillon des Sciences de la gestion
de 12 h à 13 h (R-M130)

Un débat et une rencontre animés par
Julia Poyet et **Louis-Claude Paquin**
avec

Monsieur François Audet
Madame Lisa Baillargeon
Monsieur Stéphane Pallage

spuq Syndicat des professeurs et professeurs
de l'Université du Québec à Montréal

spuq.umq.ca

Course au rectorat : questions pour les candidat.e.s

// LE COMITÉ EXÉCUTIF

Quatre (4) questions générales ont été posées par le SPUQ à la candidate et aux candidats au rectorat (chaque candidate et candidat disposait d'un maximum de 2 400 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions).

1. En tant que futur.e rectrice, recteur, quel projet souhaitez-vous mettre de l'avant pour l'UQAM au cours des prochaines années? Que signifie pour vous, concrètement et aujourd'hui, la mission sociale de l'UQAM, plus particulièrement sa mission d'université publique, francophone et accessible?
2. Sachant que les universités à charte n'ont pas intérêt à modifier l'actuelle formule de financement des universités, quelles actions envisagez-vous pour obtenir du gouvernement du Québec un investissement durable et adéquat dans la réalisation de la mission de l'UQAM en enseignement, recherche et création?
3. Dans la mesure où la rectrice, le recteur se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, par quels moyens peut-on renforcer la gestion participative et la collaboration dans le fonctionnement de l'UQAM?
4. Comment envisagez-vous concrètement la responsabilité de l'UQAM dans le développement du Quartier latin ainsi que le rôle que le campus central pourrait y jouer?



2^E COURSE AU RECTORAT

Débat entre les candidat.e.s et rencontre avec le corps professoral

Vendredi 24 mars 2023 (R-M130)

de 12 à 13 heures

avec **François Audet, Lisa Baillargeon**
et **Stéphane Pallage**

Animation par **Julia Poyet** et **Louis-Claude Paquin**

Réponses de François Audet aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate et candidat disposait d'un maximum de 2 400 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

Faire briller l'UQAM de toutes ses couleurs

1. En tant que futur.e recteur, rectrice, quel projet souhaitez-vous mettre de l'avant pour l'UQAM au cours des prochaines années? Que signifie pour vous, concrètement et aujourd'hui, la mission sociale de l'UQAM, plus particulièrement sa mission d'université publique, francophone et accessible?

Avec mon parcours, je crois sincèrement incarner les valeurs de l'UQAM et je me considère comme étant le candidat de toute l'UQAM. Je veux m'engager avec notre communauté pour défendre notre mission distinctive de démocratisation des savoirs. Mon leadership engagé est fondé sur la collégialité, l'inclusivité et la co-construction de solutions. Devant, entre autres, la baisse de son public étudiant et son sous-financement chronique, je reconnais que l'UQAM est à la croisée des chemins et traverse une période de crise. Nous ne pouvons pas nous permettre d'autres divisions. Je m'engage donc à unir l'UQAM avec la volonté de redonner son pouvoir démocratique à chacune de nos instances. Je suis d'avis qu'il faut fédérer nos forces et que cette période de crise organisationnelle est justement une opportunité de nous recentrer sur nos missions.

Car à mes yeux : ce n'est pas l'UQAM qu'il faut financer, mais SES MISSIONS!

Dans ce sens, ce sont **trois grands chantiers** auxquels je m'engage à travailler pour redynamiser notre université. Ces chantiers répondent à des défis prioritaires pour le corps professoral comme pour toute notre communauté.

Chantier #1 du Carrefour du Savoir

Chantier #2 du recrutement des étudiant.es

Chantier #3 du refinancement des missions de l'UQAM

Mon projet phare, premier chantier que je propose pour l'UQAM, est la mise en place d'un **Carrefour du Savoir** autour du nœud Berri-UQAM. Son objectif est de revitaliser notre campus central en ramenant la communauté dans son milieu en toute quiétude et, depuis ce point focal, en faisant briller l'UQAM de toutes ses couleurs du local à l'international. Nous devons prendre le leadership pour engager nos projets intellectuels de haut savoir auprès des acteurs publics et privés. Nous devons travailler collectivement pour que l'UQAM reprenne toute sa place dans son quartier d'origine, dans sa ville et dans son monde. Ce Carrefour du savoir se veut un modèle d'innovation sociale et économique où l'art, la culture et la science seront au rendez-vous. Nous porterons ensemble ce grand projet intellectuel de notre université, leader incontournable au sein de notre quartier. C'est grâce à ce projet politique que nous pourrions discuter auprès des gouvernements, municipal, provincial et fédéral, du refinancement des missions de l'UQAM.

Concrètement, cette initiative inclusive vise à redonner vie à nos espaces de travail, d'échange et de recherche, en plus de participer au renforcement du sentiment d'appartenance à l'UQAM avec un sens retrouvé de sa raison d'être. Il sera le fruit du travail collectif et de l'implication sociale des diverses forces vives de l'UQAM. Ces forces, c'est vous et moi, les professeur.e.s, mais aussi toute notre communauté s'engageant dans notre collectivité : soutiens à la communauté itinérante, recherches fondamentales et partenariales, cliniques et autres innovations collaboratives seront au rendez-vous dans et avec notre milieu. Ce carrefour se veut être une force d'attractivité, un lieu de quiétude pour travailler, étudier, chercher et créer en plus d'être un espace public inclusif et pluriel.

À travers ce projet concret de Carrefour du savoir, l'UQAM incarnera pleinement sa mission sociale

d'université publique, d'actrice clé dans la revitalisation du milieu de vie, de travail, d'étude et de création qu'elle habite et qu'elle contribue à animer depuis maintenant plus de 50 ans. En outre, cette initiative s'inscrit dans la continuité des efforts déjà engagés dans les espaces du secteur, notamment dans la réfection de la place Pasteur ou dans le développement du Quartier des spectacles (pôles Est et Ouest). Cela s'inscrit par ailleurs très bien dans le Pôle de recherche sur la ville résiliente.

Faire vivre un Carrefour du savoir, c'est aussi assurer la préservation d'un milieu accessible et abordable où l'ensemble de la communauté uqamienne peut faire bouillonner ses idées et ses projets, se solidariser, s'écouter, s'encourager, mais aussi cohabiter.

2. Sachant que les universités à charte n'ont pas intérêt à modifier l'actuelle formule de financement des universités, quelles actions envisagez-vous pour obtenir du gouvernement du Québec un investissement durable et adéquat dans la réalisation de la mission de l'UQAM en enseignement, recherche et création?

Je suis conscient que la baisse des effectifs étudiants, qui entraîne des conséquences financières directes et une pression induite sur le personnel et la tâche professorale, est un enjeu critique et prioritaire pour notre université. Il faut rappeler que les baisses d'effectifs ne datent pas d'hier et remontent à bien avant la pandémie. Je suis cependant d'avis que la formule actuelle de financement ne reflète pas la juste valeur de la place distinctive de l'UQAM dans notre société. Il faut miser, politiquement, sur notre caractère unique, accessible et d'université publique francophone ancrée dans son milieu et investie dans sa collectivité : voilà ce sur quoi doit reposer notre financement. Dans ce contexte, notre **Carrefour du Savoir** devient un ancrage clé pour notre financement.

Dès lors, je veux mettre à profit mes compétences en matière de négociation et de gestion de crise pour transformer notre contexte critique en opportunité de dialogue et de mobilisation autour de notre mission. Sous mon leadership démocratique et rassembleur ainsi qu'à travers ce projet fédérateur, l'UQAM sera en excellente posture pour pouvoir négocier les prochains

budgets. À travers mes multiples expériences, dont celle, toute proche, de la gestion de la crise sanitaire de la COVID19, j'ai développé des relations avec le gouvernement provincial. Je suis aussi en mesure de vous affirmer que des liens très étroits sont déjà établis avec les structures politiques pour, dès ma nomination, aller à la rencontre du gouvernement du Québec ainsi que de la Ville de Montréal. Je serai en mesure d'ouvrir rapidement une discussion de confiance autour de l'octroi d'un financement durable fondé sur notre mission. Cette démarche sera menée en partenariat avec les instances uqamiennes pour démontrer notre solidarité envers notre institution.

Je consacrerai donc toutes mes énergies et mes habiletés diplomatiques à renforcer la relation de partenariat avec le gouvernement du Québec qui, selon moi, a besoin de l'UQAM pour assurer sa vitalité socioéconomique et scientifique.

Je suis également convaincu de la nécessité de diversifier nos sources de financement. Si le gouvernement du Québec reste central, plusieurs initiatives concrètes doivent être menées parallèlement. Nous mettrons en place une cellule philanthropique innovante à la Fondation de l'UQAM sur l'aide à l'accès à l'éducation supérieure pour les étudiant.es à faible revenu. Nous devons également développer une stratégie partenariale détaillée avec les gouvernements afin de soutenir les projets de savoirs portés par l'UQAM et identifier les pistes porteuses avec les ministères qui soutiennent significativement la recherche. Je mobiliserai mes contacts personnels auprès, par exemple, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère de l'Environnement, d'Affaires mondiales Canada, du Centre de recherches pour le développement international.

Je profite aussi de cette question pour exposer un autre chantier lié à cet enjeu du financement : mon **chantier du recrutement des étudiant.e.s**. Concrètement, je veux renforcer la force d'attractivité de l'UQAM en travaillant à la mise en place d'un programme de recrutement stratégique au sein des cégeps et collèges du Grand Montréal. Ma stratégie de recrutement est donc axée sur les cégeps et sur les étudiant.e.s de second

cycle du secondaire du Grand Montréal. Cela passera notamment par la création d'un comité d'ambassadeurs et d'ambassadrices diplômé.e.s, influenceur.e.s et de personnalités publiques afin d'aller capter l'intérêt des étudiant.e.s par le biais des réseaux sociaux. Cette stratégie inclut également une campagne active auprès de l'Université du Québec pour nous assurer que l'on se mobilise avec nos partenaires.

Je souhaite enfin créer le **Vice-rectorat aux relations internationales et à la diplomatie** qui supportera le développement de nos partenariats en recherche, mais agira aussi activement pour le recrutement de personnes étudiantes étrangères.

En somme, travaillons pour que tous les enfants du Québec et les ami.e.s de la francophonie envisagent l'UQAM dans leur devenir, peu importe leur origine, leur statut social et économique.

Ce **chantier de recrutement des étudiant.e.s** sera accompagné d'une stratégie de communication et de diffusion dynamique qui reflète la diversité et la richesse de nos enseignements et de nos recherches scientifiques. Elle se déploiera dans les grands médias, dans les transports en commun et sur les plateformes numériques : nous devons absolument être reconnus et valorisés à Montréal et au Québec pour tous nos succès et projeter dans la francophonie et le monde nos valeurs de création et de transfert des savoirs. Je m'engage aussi à mettre en place un agenda proactif pour que la Direction de l'UQAM, dont la communication publique est aussi le rôle, soit au service du rayonnement de notre Université, dans le milieu des affaires, ainsi que les milieux scientifiques et culturels, aux échelles locale, nationale et internationale.

Le **chantier du refinancement de la mission de l'UQAM** que je propose est concret. Bien que nous ne questionnerons pas notre statut d'université à charte, il est impératif que l'on diversifie notre financement et que l'on se questionne collectivement sur le sérieux qu'accorde le gouvernement du Québec à notre mission sociale.

Comme je l'ai fait par le passé, que ce soit à l'UQAM

ou dans des situations humanitaires complexes, je m'engage énergiquement à solliciter les instances gouvernementales, tous les acteurs, toutes les actrices important.e.s du secteur de l'éducation au Québec ainsi que les grandes fondations, pour faire valoir la nécessité de maintenir un financement à la hauteur de l'impact que l'UQAM a eu, a et aura dans la société.

3. Dans la mesure où la rectrice, le recteur se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, par quels moyens peut-on renforcer la gestion participative et la collaboration dans le fonctionnement de l'UQAM?

Je considère que nous devons respecter scrupuleusement le pouvoir et le périmètre de décision de chacune des instances démocratiques de l'UQAM et organiser les espaces adaptés de délibération chaque fois que nécessaire.

Depuis mon embauche en tant que professeur à l'UQAM il y a douze ans, je suis très conscient que les tâches se sont alourdies, particulièrement dans les dernières années à l'occasion de la pandémie qui a affecté drastiquement la santé physique et mentale, ainsi que la qualité de vie et de travail de notre communauté universitaire. En découlent des défis importants en matière de restauration des possibilités d'échange et de dialogue.

Par mon expérience de direction dans le secteur humanitaire, j'ai développé un leadership inclusif et humain. Je mettrai tout en place pour veiller à ce que nos relations de travail et les relations entre les instances soient fluides et empreintes de respect mutuel. Je m'engage à travailler dans le sens d'une gestion participative au sein de nos instances comme dans tous les espaces de délibération *ad hoc* qui seront nécessaires.

Je ferai en sorte que l'université ait les ressources nécessaires pour soutenir la mission unique de l'UQAM afin que celle-ci continue à penser et créer les modalités de la recherche et de l'enseignement de demain dès aujourd'hui. Dès mon entrée en poste, je m'engage à organiser une démarche de réflexion stratégique participative inclusive. En stimulant des regards croisés sur nos expertises, en provoquant la rencontre de

nos curiosités multidisciplinaires, ce sera l'occasion d'établir des relations collégiales et respectueuses entre les différentes instances et de contribuer à une co-construction de notre université dans le respect de ses valeurs fondatrices.

Nous aurons besoin de toutes et tous pour faire rayonner l'UQAM. Je suis sincèrement et humblement convaincu que je peux remplir ce rôle de représentant d'une université innovante, vivante qui valorise la participation, l'inclusion et la co-construction et qui donne ainsi sens au travail de tous ses membres. Je revendique des changements sociétaux qui soient constructifs et pour cela, je veux participer à la transformation engagée et militante qui fait la richesse de notre université en prises de position et en actions concrètes.

Fort de mon expérience de communicateur dans les médias d'une part et de ma conviction uqamienne d'autre part, c'est avec enthousiasme et fierté que je monterai sur toutes les tribunes pour défendre les valeurs fondatrices de notre université.

4. Comment envisagez-vous concrètement la responsabilité de l'UQAM dans le développement du Quartier latin ainsi que le rôle que le campus central pourrait y jouer?

C'est précisément mon projet du **Carrefour du Savoir** qui constitue un plan concret et visionnaire pour positionner l'UQAM comme leader en innovation sociale et en tant que plaque tournante intellectuelle à Montréal. Il encouragera et soutiendra des projets de recherche partenariale, des cliniques mobiles, des laboratoires vivants, des formats innovants d'enseignement flexible et hybride pour dynamiser son ancrage immédiat. Il saura valoriser la multidisciplinarité et mettra à l'avant-plan, avec fierté, notre mission universitaire. Nous nous inscrirons ainsi directement dans le Pôle de la ville résiliente dans lequel nous sommes déjà engagés.

Le projet du Carrefour du Savoir sera concrétisé par la mobilisation des forces vives de l'UQAM, de nos savoirs, de nos gens et sollicitera toutes les parties prenantes de la communauté environnante. Que ce soit notre École de

design pour penser la conception de notre espace, notre École de travail social pour soutenir les problématiques d'itinérance dans notre quartier, la Galerie de l'UQAM pour contribuer à la valorisation de qui nous sommes et de ce que nous faisons, ou à nos six (6) grands Instituts qui pourront mobiliser nos chercheur.e.s et professeur.e.s dans les grands débats de notre société, etc. Je ne cite que quelques exemples parmi la richesse des savoirs uqamiens pour démontrer que le Carrefour du Savoir sera une vitrine vivante de notre engagement commun.

De cette manière, nous valoriserons les expériences vécues, nous mobiliserons notre communauté universitaire en plus d'humaniser et de donner du sens au travail de nos forces vives. L'UQAM est la place de choix au Québec et dans le monde pour une éducation supérieure francophone. Notre travail et notre communauté doivent avoir la même force d'attraction chez nous qu'à l'international. Pour cela, je m'engage à être un énergique porte-parole, présent sur toutes les tribunes et dans tous les secteurs, tant culturels, communautaires que d'affaires, afin de m'assurer que l'UQAM s'ancre plus inclusivement et de manière active et responsable dans son milieu et qu'elle puisse briller sur toutes les plateformes.

Je suis fier de nos couleurs et je crois profondément à tout ce que nous pouvons accomplir ensemble.



Réponses de Lisa Baillargeon aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate et candidat disposait d'un maximum de 2 400 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

Comme avant-propos, je tiens à remercier chaleureusement le SPUQ pour cette opportunité d'étayer mes projets et convictions.

1. (Partie 1) En tant que futur.e rectrice, recteur, quel projet souhaitez-vous mettre de l'avant pour l'UQAM au cours des prochaines années?

À très haut niveau, j'ai pour projet de repositionner l'UQAM pour son deuxième demi-siècle et lui redonner l'élan de ses idéaux d'origine, qui sont encore bien visibles dans sa mission, sa vision et ses valeurs. Je tiens à voir l'institution retrouver ses lettres de noblesse comme fleuron national.

Je rêve de ressentir à nouveau l'ambiance, l'énergie et la fébrilité qui régnaient à la Faculté des sciences humaines et dans toute l'UQAM au début de ma propédeutique prédoctorale, dans les années 90. C'était perceptible dès la sortie du métro et cette ambiance animait le quartier également. On avait l'impression qu'on ne manquait de rien et que tout était possible. Je souhaite que nous retrouvions un milieu de vie effervescent des plus propices à la création, à la dissémination et à l'acquisition des savoirs.

J'ai consacré beaucoup de temps de réflexion et sollicité plusieurs opinions et conseils sur la manière d'y arriver. Le résultat est condensé dans les trois grands chantiers du plan que j'ai révélé à la communauté dès le premier jour de la consultation. Ce n'est donc pas un plan que je laisse évoluer au gré des jours, des rencontres et des publications de la campagne, réactivement. Le projet est limpide dans mon esprit, et les chantiers aussi : notre financement, notre image et notre milieu de vie. La destination est claire : retrouver notre fierté, notre audace et les moyens de rêver la société de demain et d'y contribuer activement.

Nous avons déjà freiné et même renversé le déclin du français sur l'île de Montréal et au Québec en améliorant spectaculairement l'accès à une éducation supérieure de grande qualité en langue française. Maintenant que cinquante ans plus tard le problème se pose à nouveau dans un contexte bien différent, il faut se souvenir d'où on vient, se souvenir de notre mission et réitérer l'exploit.

Et c'est l'union qui fait la force. Il n'y a qu'un seul chemin : revenir à la collégialité constructive des premiers jours, celle-là même qui est enchâssée dans notre mission, notre vision et nos valeurs. Seuls l'esprit de corps et des rêves communs nous donneront une voix assez forte pour aller où nous voulons, où nous devons, avec audace, engagement, excellence, imagination et reconnaissance. Fièrement.

Fièrement l'UQAM.

1. (Partie 2) Que signifie pour vous, concrètement et aujourd'hui, la mission sociale de l'UQAM, plus particulièrement sa mission d'université publique, francophone et accessible?

Je vais vous donner des exemples très concrets, de la même façon dont j'expliquerais notre mission dans les médias, très simplement, pour que le grand public comprenne que nos revendications sont légitimes et qu'il nous appuie.

Premier exemple. Si un.e étudiant.e qualifié.e demande accès à un cours nécessaire à son cheminement et sa réussite, mais que le cours est déjà plein, notre mission est d'ouvrir un nouveau groupe-cours et d'y donner accès. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Présentement, on remplit les cours à surcapacité. On redirige l'étudiant.e vers un autre cours plus ou moins équivalent si possible. Bien trop souvent, nous sommes forcés d'abandonner notre mission d'accessibilité en fermant la porte et en conseillant à l'étudiant.e de revenir plus tard, de

retarder son cheminement. Bref, nous sommes forcés d'agir comme une université à charte. Notre mission d'accessibilité commande qu'en cas de besoin on ouvre un autre groupe-cours. Est-ce plus coûteux pour l'UQAM? Oui. Le coût supplémentaire est le prix de l'accessibilité. Mais le bienfait, comme depuis notre fondation, est une autre vie qui continue de s'épanouir.

Deuxième exemple, très personnel. Après mon baccalauréat et ma maîtrise en histoire de l'art à l'Université Laval, je voulais rejoindre mon conjoint à Montréal pour poursuivre des études doctorales et mon rêve d'être professeure d'université. Aucun programme de troisième cycle en histoire de l'art (moins nombreux à l'époque) n'avait alors la capacité humaine d'accueillir une nouvelle doctorante. La porte des universités à charte s'est abruptement et simplement fermée devant moi. Point. À l'UQAM, toutefois, on m'a proposé une propédeutique et accompagnée avec bienveillance pour passer au département d'histoire. Mon rêve pouvait continuer grâce à la mission d'accessibilité de l'UQAM. Nul besoin de vous dire qu'avec la réputation de notre département d'histoire, j'étais euphorique !

Troisième exemple. Là où les universités à charte contingentent, nous avons pour mission d'accueillir tous les applicant-e-s qualifié-e-s, tel-le-s qu'il-elle-s sont, avec leurs besoins. Les contraintes physiques et technologiques ne devraient pas nous limiter dans le choix des formats et des accompagnements inclusifs offerts. Nous devrions avoir les moyens de déployer les ressources requises. Clairement, les universités à charte ont un avantage sur nous. Elles n'ont pas pour mission l'accessibilité. Malheureusement, la formule de financement nous force à abandonner notre mission et à agir comme une université à charte, ou encore à augmenter la charge de travail de tout le monde. Et ça, je ne l'accepterai jamais.

À un moment donné, c'est assez les budgets, c'est assez les compressions, c'est assez les gels. Au-delà de tout ça, il y a des êtres humains qui ont droit à une éducation supérieure de qualité en français, celle de leur choix, pour le plus grand bien de notre société. Ce droit est enchâssé dans la mission que notre propre gouvernement nous a confiée.

C'est ce message qu'il faut porter, que je porterai haut et fort comme rectrice. Et j'ai besoin de vous. Si nous parlons d'une même voix, comme une seule communauté unie, indivisible, je serai plus forte, plus écoutée, plus influente.

2. Sachant que les universités à charte n'ont pas intérêt à modifier l'actuelle formule de financement des universités, quelles actions envisagez-vous pour obtenir du gouvernement du Québec un investissement durable et adéquat dans la réalisation de la mission de l'UQAM en enseignement, recherche et création?

La première action incontournable est de retisser nos liens communautaires pour que toute l'UQAM parle d'une seule voix : les professeur-e-s-expert-e-s, les maîtres de langue, les chargé-e-s de cours, les étudiant-e-s, les cadres, le personnel de soutien, les diplômé-e-s, les syndicats, les associations et la haute direction. Certes, je me vois porte-parole et j'y suis prête, mais je ne serai forte et écoutée que si vous êtes avec moi.

Deuxième action, remettre l'UQAM et sa mission au cœur du débat public. Ce sera un devoir pour la rectrice de porter la parole commune dans tous les médias (appel à tous : j'aurai besoin d'aide pour préparer mes interventions). Il faut que la population du Québec en vienne à chérir le joyau social qu'est l'UQAM et ses nombreuses réalisations en vue d'augmenter notre influence auprès des décideur-se-s.

C'est la force de notre voix collective et unie qui nous permettra d'obtenir des gains par rapport aux universités à charte. Comme je vous le partageais dans mon premier communiqué – notre financement – j'ambitionne de revendiquer pour l'UQAM le statut d'institution distincte dans la formule de financement ([référence](#)) . De plus, pour certains paramètres, nous gagnerons certainement à nous allier aux autres constituantes du Réseau UQ dont le nouveau président, monsieur Cloutier, connaît très bien les rouages politiques.

Mais je suis plus ambitieuse qu'une simple modification de formule.

Troisième action, organiser une coalition des universités québécoises pour un financement approprié de l'éducation supérieure. Malheureusement, la formule actuelle nous divise, comme en témoigne la multiplication de campus satellites pratiquement voisins d'une autre université. Voilà une réaction rationnelle à la formule, mais une absurdité macroéconomique. Encore une fois, la force du nombre et une voix commune augmenteront notre influence.

Quatrième action, élargir une action concertée des universités canadiennes. Même principe, mais pourquoi pas davantage de financement fédéral? Le chemin juridique est déjà tracé avec le Programme des Chaires de recherche du Canada et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS). Le fédéral est responsable de maintenir ou d'atteindre un état de bien-être général ([référence](#)). Or, le lien entre éducation et bien-être est prouvé hors de tout doute. À nous cette fois-ci de proposer et d'influencer la formule.

3. Dans la mesure où la rectrice, le recteur se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, par quels moyens peut-on renforcer la gestion participative et la collaboration dans le fonctionnement de l'UQAM?

L'historienne que je suis vous remercie de ce renvoi à nos valeurs fondatrices. La directrice de l'Institut du patrimoine, encore davantage !

Je vous répondrai que c'est par cinq moyens que j'ai utilisés à maintes reprises que nous renforcerons notre gestion participative et nos collaborations. Rien de compliqué, mais ça demande un élan collectif et du courage contagieux.

Premier moyen : l'inclusivité. Il s'agit de réunir toutes les parties prenantes à une même table avant d'amorcer le processus décisionnel. Pas d'agenda caché. Aucune décision déjà prise. Seul un enjeu à solutionner. Ce n'est pas toujours facile, surtout quand de vieilles tensions persistent, mais c'est nécessaire. C'est en se parlant qu'on trouve les solutions.

Deuxième moyen : la bonne foi. L'UQAM est une

collectivité, une famille, et non plusieurs clans. Nos moyens seront limités. Il faudra faire des choix. La meilleure façon d'éviter de subir ou de faire subir des décisions est de savoir discuter ouvertement et faire des compromis au quotidien entre collègues, entre départements, entre facultés et entre services. Une entente négociée vaut toujours mieux qu'une décision imposée.

Troisième moyen : la préparation. Quelques discussions informelles exploratoires aident souvent à désamorcer la tension. De l'information pertinente et des dossiers solides, bien ficelés, facilitent et accélèrent toutes les discussions auxquelles les gens consacrent généreusement leur temps et leurs expertises. En outre, la vérification préalable des champs de compétences, de la gouvernance, des lois, bref du périmètre du terrain de jeu, réduisent les chances de travaux et de délais inutilement coûteux et frustrants.

Quatrième moyen : le respect. Il faut prioriser le respect des processus démocratiques, des instances, des mandats, des engagements, des échéanciers et des personnes. Il en va de l'agilité propre à notre vision.

Cinquième moyen : la transparence. Communiquer. Communiquer. Communiquer. Il est impossible de collaborer en gardant l'information en vase clos. Il faut être transparents et que tout le monde sache ce qui se passe, où nous en sommes et où on s'en va. Le monde universitaire est bondé de gens très intelligents qui méritent qu'on les traite comme tels en ne les gardant pas dans l'ignorance. Des rencontres communautaires, des capsules web informatives, des forums d'échanges, des communiqués fréquents et l'accès à l'information sont des voies qui me viennent spontanément à l'esprit.

Voilà donc les moyens de renforcer la gestion participative et la collaboration dans le fonctionnement de l'UQAM qui émanent de ma longue feuille de route en gestion académique collégiale. Pendant toute ma carrière, j'ai favorisé une approche participative, inclusive, positive et mobilisatrice. Aussi je vous rassure, je ne ferai pas de virage anti-collégial après avoir été nommée rectrice. Même si je le voulais, j'en serais incapable. Ce n'est pas moi.

Au contraire, une de mes priorités décisives dès mon entrée en poste sera de m'entourer de l'équipe de haute direction la plus forte que je pourrai rassembler au bureau du rectorat. Et je vais les laisser faire leur job ! J'aurai assez de pain sur la planche sur le terrain, à coordonner et à faciliter.

4. Comment envisagez-vous concrètement la responsabilité de l'UQAM dans le développement du Quartier latin ainsi que le rôle que le campus central pourrait y jouer?

Vous aurez noté dans mon dossier de candidature que je suis très engagée dans la communauté, à plusieurs niveaux, depuis plusieurs années. Je vous remercie de poser cette question que je médite depuis longtemps, car j'estime qu'il est du devoir d'une rectrice de déployer tous les leviers possibles pour accomplir notre mission. C'est pourquoi l'amélioration de notre milieu de vie fera partie de mes priorités.

Nous avons un levier concret devant nous : les acteurs politiques, communautaires, culturels et économiques s'entendent sur l'urgence de revitaliser le Quartier latin. Le comment reste à déterminer et c'est notre opportunité très réelle et pressante. Nous avons une chance unique et une place de choix, comme institution incontournable déjà bien implantée dans le territoire, pour participer aux orientations de la revitalisation du Quartier latin. Toutefois, c'est à nous de la saisir, de nous imposer dans les discussions, sans attendre ni présumer qu'on se fera éventuellement inviter à la table de planification.

Concrètement, ce que je propose, c'est de prendre les commandes du processus pour réunir toutes les parties prenantes (communautaires, culturelles, politiques et commerciales) chez nous, à l'UQAM, et réfléchir, échanger et proposer un plan interpellant, porteur et commun, plutôt que d'y aller par demandes individuelles et concurrentes. Je mobiliserai mes contacts dans tous ces milieux pour que la coalition se forme rapidement et efficacement.

Ensemble, nous trouverons des solutions pour le bien commun. Par exemple, pourquoi ne pas proposer

un centre mondial et interfacultaire de recherche et d'intervention en matière d'itinérance, de maladie mentale et de déracinement social? Un institut de recherche et de développement culturel et artistique? Un laboratoire digne des avancées novatrices de notre Faculté des sciences, dont pourra bénéficier la collectivité universitaire montréalaise? Un centre québécois de francisation, de promotion de la langue et de protection du patrimoine francophone? Un complexe inédit d'évaluation des acquisitions de connaissances en ce nouveau monde où l'intelligence artificielle devient omniprésente? Pourquoi pas tout ça, et plus encore? Ce ne sont là que des pistes à explorer, des idées. J'attends également les vôtres : on a un quartier entier et même une ville comme canevras.

J'arriverai à la table avec nos idées et les priorités de chacune des parties prenantes, ce qui me permettra d'orienter les discussions vers un projet rassembleur, durable et commun qu'il sera difficile de rejeter. Nous avons toutes les expertises professorales à l'UQAM pour faciliter et orienter ces discussions, et pour obtenir de nouvelles infrastructures et des retombées qui nous permettront de nous épanouir et de poursuivre notre mission.

En cette période de concurrence féroce, je suis prête à me battre pour l'UQAM. Toutefois, je ne serai forte que si vous êtes avec moi.



Réponses de Stéphane Pallage aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate et candidat disposait d'un maximum de 2 400 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

Merci de me permettre de m'exprimer dans cette édition du *SPUQ-Info*. Les enjeux des prochaines années pour l'UQAM sont importants. Le choix du prochain recteur, de la prochaine rectrice est un choix très stratégique pour l'Université. Il ne s'agit pas d'un concours de popularité, mais du choix d'un leader possédant les compétences et l'expérience qui lui permettront de faire entendre la voix de l'UQAM là où cela compte, et d'obtenir rapidement des gains pour l'Université et sa communauté.

Ce leader doit promouvoir une communauté inclusive des professeur.e.s, chargé.e.s de cours, employé.e.s de soutien, cadres et étudiant.e.s de l'UQAM. Il ou elle doit redonner confiance à toutes et tous en l'avenir de l'Institution et en la direction de l'Université. Cette personne, respectueuse des instances et de la collégialité doit elle-même faire confiance à ses équipes et ne pas faire de micro-management.

SPUQ-INFO N° 320

12 Mieux soutenir la recherche et la création

Un projet qui me tient particulièrement à cœur est l'amélioration du soutien à la recherche et à la création.

En début de carrière, les professeur.e.s doivent pouvoir bénéficier d'un fonds de démarrage adéquat. La revitalisation des fonds PAFARC est, à mon avis, une première action nécessaire. Parallèlement, je crois essentiel d'investir en ressources de soutien qui faciliteront le travail des professeur.e.s pour le dépôt et l'obtention de subventions de recherche auprès des Fonds de recherche du Québec, des Conseils de recherche et du Conseil des arts du Canada, et des organismes internationaux. Le personnel de soutien joue un rôle capital pour permettre aux professeur.e.s de se concentrer sur ce qu'ils et elles font de mieux, la recherche ou la recherche-crédation et l'enseignement. Un tel investissement s'est avéré très important à l'Université du Luxembourg pendant mon mandat de recteur pour

l'obtention de subventions du Fonds National de la Recherche (FNR) et des programmes européens Horizon 2020, Horizon Europe et ERC. Les revenus externes de l'Université pour le financement de la recherche sont passés de 50 à 70 millions d'euros en 5 ans.

Je souhaite également proposer la création d'un fonds de recherche spécifique pour des projets interdisciplinaires impliquant des professeur.e.s de plusieurs départements. Les collaborations interdisciplinaires ont un grand potentiel d'innovation scientifique et sociale, mais sont toutefois assez difficiles à financer au travers des programmes des organismes subventionnaires. C'est néanmoins souvent par l'interdisciplinarité qu'une université contribue significativement à la résolution des grands problèmes contemporains.

L'interdisciplinarité est également très importante en enseignement. Les programmes interdisciplinaires tels que le BRIDI, dans lequel j'ai eu le plaisir d'enseigner, offrent aux étudiant.e.s un regard original et unique sur le monde. Je souhaite promouvoir la création de tels programmes au baccalauréat, ce qui renforcera le caractère unique de l'UQAM et permettra d'accueillir de nouveaux étudiants, de nouvelles étudiantes à la recherche de programmes innovants.

L'excellence accessible

L'UQAM a depuis sa création été l'Université accessible par excellence. Elle a contribué et contribue à former de très nombreux étudiant.e.s de première génération universitaire. La mobilité sociale qui en résulte est un **moteur de progrès sociétal** considérable. Ce rôle, il faut le maintenir. L'UQAM est l'Université des Québécois.e.s et des nouveaux Québécois, des nouvelles Québécoises. Cela n'est en rien incompatible avec l'excellence. L'UQAM offre et offrira l'excellence accessible.

L'UQAM est aussi un **lieu d'expérimentation sociale**. Les idées brassées à l'UQAM ont depuis 1969 forgé la société québécoise. L'Université n'a jamais été une tour d'ivoire. Elle est ancrée dans son milieu. Le service à la société est à l'UQAM une des missions fondamentales de chacun.e de ses membres selon sa spécialité. À ce titre, l'UQAM a contribué et contribue de façon importante à l'essor de Montréal et du Québec.

Cette mission s'est matérialisée très tôt par la création du Service aux collectivités (SAC), véritable joyau de l'Université, dont les projets sont tous porteurs d'innovations sociales.

À ces missions sociales et sociétales, il convient d'en ajouter une. L'Université doit être un pilier de la vie démocratique du Québec et du Canada. À l'heure où la pensée critique s'exprime souvent en moins de 280 caractères, l'UQAM, par son indépendance et sa rigueur, a la crédibilité pour établir ce qui est un fait et ce qui ne l'est pas. Dans ce 21^e siècle qui voit la démocratie s'affaiblir à bien des endroits, les universités sont les seules qui bénéficient à la fois de l'indépendance et de l'expertise pour éclairer le débat public de façon crédible et permettre à la démocratie de fonctionner à la lumière des faits.

Ce rôle de l'Université est très important et très fragile. Je peux vous dire qu'un recteur, une rectrice doit défendre l'indépendance de l'Université plusieurs fois par semaine. Je l'ai fait et je le ferai sans relâche.

Refinancer l'UQAM

La formule de financement des universités au Québec a connu quelques changements depuis mon départ pour le Luxembourg en 2018. Les codes Clarder sont devenus des codes CAFF, passant de 23 familles à 13 catégories de disciplines. Mais le principe fondamental reste le même. Les universités sont financées principalement (à près de 89 %) par le nombre d'étudiant.e.s.

Dans cette grille de pondération CAFF, il est frappant de voir à quel point la psychologie est sous-évaluée. Dans un contexte post-pandémique, où la santé mentale est un

réel enjeu national, il faut porter avec force le besoin de revaloriser les codes CAFF associés à cette profession si importante pour la société.

La déréglementation des frais de scolarité pour la population étudiante étrangère, entrée en vigueur en 2018-2019, a toutefois beaucoup creusé l'écart entre l'UQAM et les autres universités. L'UQAM a pour vocation d'être une université francophone. Les étudiant.e.s non-résident.e.s qui la fréquentent bénéficient souvent d'une exemption des frais majorés : c'est le cas, en particulier, pour les étudiant.e.s français.e.s, belges et luxembourgeois.e.s qui sont soumis.e.s aux frais de scolarité applicables aux étudiant.e.s du Québec ou du reste du Canada, selon le niveau d'études.

L'effet de la déréglementation, tel que mesuré par le Bureau d'évaluation et d'analyse financière de l'UQAM, s'illustre bien en comparant l'UQAM à l'Université Concordia qui avait, au moment de l'entrée en vigueur de la déréglementation, une taille similaire à celle de l'UQAM. Pour l'Université Concordia, la déréglementation a augmenté d'environ 50 millions de dollars les revenus annuels de l'Université, contre 3 millions à l'UQAM. Le fait de pouvoir demander des frais de scolarité non plafonnés auprès d'une vaste population étudiante ne bénéficiant pas d'exemption explique cet écart. Sur plusieurs années, un fossé considérable se creuse donc, année après année, entre l'Université Concordia et l'UQAM. Ici se concrétise un réel **sous-financement de l'UQAM**. Il est en passe de devenir chronique.

Certaines universités francophones ont choisi d'offrir des programmes entiers en anglais pour attirer un nombre plus important d'étudiant.e.s ne bénéficiant pas d'exemptions. Le programme de MBA à temps complet d'HEC Montréal est ainsi offert en format unilingue anglophone.

L'UQAM n'a pas fait ce choix. **L'UQAM est plus que jamais l'université francophone à Montréal**. Mais elle ne pourra pas remplir cette mission de la meilleure façon si elle s'appauvrit relativement aux autres universités de la ville. J'irai négocier des enveloppes spéciales auprès des ministères pour permettre à l'UQAM de se développer et d'offrir aux étudiant.e.s du Québec et d'ailleurs les

meilleures formations et une expérience étudiante attrayante en français.

Dans le grand chantier de la francisation du gouvernement du Québec, l'UQAM a un rôle clé à jouer. Le français recule à Montréal. C'est à Montréal qu'il faut investir dans l'attraction d'immigrants francophones, et c'est à l'UQAM que cela doit se faire. L'UQAM doit être la porte d'entrée au Québec des cerveaux francophones et francophiles les plus originaux, elle doit être le fer de lance de la stratégie de francisation du gouvernement du Québec.

Je défendrai auprès du gouvernement ce rôle unique de l'UQAM dans une stratégie nationale de valorisation du français et je sais que j'aurai une écoute.

Ce dialogue avec le gouvernement, je l'entreprendrai au jour 1 de mon mandat, car le refinancement de l'UQAM ne peut attendre. Le palier de financement, qui a permis à l'UQAM depuis 2018 un financement relativement stable en dépit des baisses d'effectifs étudiants, vient à échéance en avril 2024. L'impact de la disparition de ce plafond de financement est d'environ 18 millions de dollars.

Comme recteur, j'ai personnellement connu un autre modèle de financement universitaire, totalement indépendant du nombre d'étudiant.e.s. C'est un modèle de financement par projets sur base d'un plan de développement stratégique quadriennal dont se dote l'Université. La contribution de l'État luxembourgeois sur quatre ans est négociée par le recteur en fonction des nouveaux projets mis de l'avant. Les avantages d'un tel modèle sont multiples. La dotation étatique a l'avantage d'être connue, donc prévisible, sur plusieurs années, ce qui facilite la mise en place d'actions stratégiques à long terme. L'absence de lien direct entre le financement et le nombre d'étudiants ne pousse jamais l'Université dans une compétition effrénée et chronophage avec les autres universités de la région. L'entente entre l'État et l'Université fait l'objet d'une Convention pluriannuelle avec des engagements réciproques. Il s'agit somme toute d'un contrat de performance. Bien sûr, de tels contrats requièrent beaucoup de vigilance et, si mal négociés, peuvent être un danger pour l'indépendance de l'Université. Dans la négociation, pour préserver l'indépendance, il est crucial que les indicateurs soient des

indicateurs académiques (l'intensité des publications, la qualité de l'enseignement, le succès dans le financement de la recherche et de la création auprès des organismes subventionnaires, etc.).

Nous sommes loin d'un tel modèle à l'heure actuelle au Québec, mais il faut être prêt. De tels contrats de performance ont été évoqués à plusieurs reprises et reviennent à l'ordre du jour. Ils ont des avantages et des dangers tels qu'évoqués plus haut. Je saurai bien appréhender les contrats de performance s'ils devaient se matérialiser.

Valeurs de l'Université

Je suis un fervent défenseur des valeurs fondatrices de l'Université parmi lesquelles on retrouve la collégialité, la liberté académique et l'indépendance universitaire. S'y ajoute la mission d'université publique, francophone et accessible, à laquelle je tiens profondément.

Comme jeune professeur, j'ai grandi dans un département. C'est le modèle de gestion participative qui m'a accompagné toute ma vie et dans toutes mes fonctions.

Renforcer cette gestion participative implique une grande proximité du recteur ou de la rectrice. Il ou elle doit être à l'écoute, au cœur de sa communauté. Il ou elle n'est pas un.e patron.ne, mais le chef d'un orchestre constitué de solistes extrêmement talentueux qu'il doit mobiliser pour jouer ensemble une symphonie. Cela requiert un grand talent de dialogue et la volonté sincère de faire briller chacune de ses musiciennes, chacun de ses musiciens.

C'est une de mes grandes forces. Les nombreux témoignages sur mon site de candidat au rectorat sont très éloquents sur ce sujet.

Une gestion participative fonctionnelle implique aussi un profond respect des instances universitaires, auquel le recteur, la rectrice est tenu.e. Je m'engage à être ce recteur-là. Président de la Commission des études, instance collégiale par excellence, je veillerai au bon fonctionnement de la Commission en assurant une bonne communication, des débats constructifs et le respect de la démocratie universitaire. Je porterai de façon solidaire les

décisions de la Commission au Conseil d'administration.

Développer le Quartier latin

Revitaliser le Quartier latin est un projet nécessaire dont l'UQAM doit être le moteur. C'est un point important dans ma [lettre de candidature](#) et dans [mes engagements](#). Le quartier a perdu de son lustre depuis plusieurs années et son caractère de pôle culturel de la ville s'est lentement estompé.

L'UQAM, en collaboration avec ses partenaires académiques que sont l'INRS et l'ITHQ, peut contribuer de façon très positive au défi que représente la revitalisation du quartier. Nous avons l'expertise dans différents départements pour constituer un comité d'expert.e.s interdisciplinaire qui proposera un plan d'action concret

à la Ville de Montréal et aux élu.e.s de la circonscription.

Une collaboration étroite avec la Bibliothèque nationale (BAnQ), les Chambres de commerce, Tourisme Montréal et l'ensemble des élu.e.s est très importante. La mobilisation des acteurs fait partie intégrante du mandat du prochain recteur, de la prochaine rectrice.

L'obtention du financement pour le nouveau Pavillon des Arts sur l'édicule de la station de métro Saint-Laurent, à la jonction du Quartier des spectacles, sera un jalon important de ce très grand projet. L'UQAM en a besoin. Montréal en a besoin. Je ferai en sorte que le projet se concrétise rapidement et induise une dynamique de création artistique et culturelle sans précédent.

La revitalisation du Quartier latin, j'y crois. Je m'y engage.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE SPÉCIALE NÉGO2022

Jeudi 6 avril 2023 (DS-R510) à 12 h

Pour plus de renseignements sur la négociation en cours, consultez notre tout nouveau site web

[SPUQNÉGO.CA](https://www.spuqnego.ca)



spuq INFO

Bulletin de liaison du **Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal**



SPUQ

Bureau A-R050

C.P. 8888, Succursale centre-ville

Montréal, Québec H3C 3P8

Téléphone : 514 987-6198

Courriel : spuq@uqam.ca

www.spuq.uqam.ca

www.spuqnego.ca

Crédits photos : Photo UQAM, Photo UQAM © Michel Brunelle

Crédits graphisme : CSN